

**BOSNIE-HERZÉGOVINE**

**Dix ans se sont écoulés et justice n'a toujours pas été rendue aux victimes de Srebrenica**

Index AI : EUR 63/007/2005  
ÉFAI

**Embargo : vendredi 8 juillet 2005  
(00h01 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

À la veille du dixième anniversaire du massacre d'environ 8 000 hommes et jeunes garçons musulmans bosniaques à Srebrenica, les membres d'Amnesty International, dans le monde entier, demandent que les auteurs de ce massacre soient traduits en justice.

Le 10 juillet 1995, les forces bosno-serbes ont pénétré dans l'enclave de Srebrenica, « zone de sécurité » des Nations unies où des milliers de Bosniaques avaient pris refuge. Lorsque la ville est tombée aux mains de forces serbes de Bosnie, des milliers d'hommes et de garçons ont été séparés du reste de la population et tués de manière délibérée et arbitraire. L'homicide à grande échelle, organisé et systématique de milliers de personnes à Srebrenica a été décrit comme la plus grande atrocité commise en Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et a été reconnu comme un acte de génocide par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le Tribunal).

Le très grand nombre de cas de « disparition » non résolus dont les auteurs n'ont toujours pas été jugés constitue sans doute l'une des violations des droits humains les plus graves toujours en cours en Bosnie-Herzégovine.

« Dix ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, les femmes de Srebrenica attendent toujours que ceux qui ont tué leurs fils et leurs maris soient déférés à la justice, a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale à Amnesty International. Un grand nombre de ces femmes attendent également que le corps des êtres qui leur étaient chers leur soit rendu pour qu'elles puissent lui offrir une sépulture et voir leurs souffrances reconnues. »

Même si certains auteurs de ces homicides ont été poursuivis par le Tribunal et si certains inculpés se sont rendus volontairement au cours des derniers mois,

10 suspects inculpés dont l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, Radovan Karadžić, leur ancien chef militaire, Ratko Mladić et l'ancien commandant adjoint des forces serbes de Bosnie, Zdravko Tolimir, sont toujours en liberté ; ils se trouveraient en *Republika Srpska* (RS, République serbe), en Bosnie-Herzégovine ou en Serbie.

« À ce jour, les autorités de la *Republika Srpska* n'ont arrêté aucune des personnes inculpées par le Tribunal, a ajouté Nicola Duckworth. On pense même qu'elles protègent certains des suspects toujours en liberté. L'absence de coopération des autorités bosno-serbes avec le Tribunal constitue toujours un obstacle majeur à la justice. »

En janvier 2004, les autorités de la *Republika Srpska* ont créé la « Commission Srebrenica » qu'elles ont chargée d'enquêter sur les événements de Srebrenica. Dans les rapports qu'elle a remis en juin et octobre 2004, la commission admettait la participation de la police et des forces armées de la RS au massacre de Srebrenica. En novembre 2004, les autorités de la *Republika Srpska* ont pour la première fois présenté leurs excuses pour les violations flagrantes des droits fondamentaux commises à Srebrenica. À la fin du mois de mars 2005, elles ont remis au ministère public de Bosnie-Herzégovine une liste de 892 personnes soupçonnées d'implication dans les atrocités de Srebrenica qui seraient toujours employées par les institutions de la *Republika Srpska* ou de Bosnie-Herzégovine.

Amnesty International se félicite de ces avancées et exhorte les autorités de la *Republika Srpska* à prendre immédiatement des mesures pour que Ratko Mladić, Radovan Karadžić, Zdravko Tolimir et toutes les autres personnes inculpées soient arrêtés et transférés devant le Tribunal.

L'organisation demande également aux autorités de la *Republika Srpska* de fournir immédiatement aux proches des « disparus » de Srebrenica toutes les informations concernant le sort réservé à ces êtres qui leur étaient chers. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**